

Nourrir dix milliards d'humains : possible !

Joseph Deiss

Ancien Président de la Confédération helvétique et Conseiller fédéral
Président de la 65^{ème} session de l'Assemblée générale des Nations Unies

Selon le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), le monde comptera 10 milliards d'humains d'ici 2100, voire peut-être 2050 déjà. Sera-t-il possible de nourrir tant de bouches ?

Si l'on se réfère à « L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2011 », de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), la situation reste alarmante aujourd'hui même alors que l'ONU a annoncé le passage à sept milliards d'êtres humains, le 31 octobre 2011. La faim est le défi humanitaire mondial le plus important. 850 millions de sous-alimentés, voire un milliard, c'est le scandale le plus criant de l'époque contemporaine. Même si l'espoir existe de réaliser l'Objectif du Millénaire pour le développement (OMD), qui vise à réduire de moitié la pauvreté extrême et la faim dans le monde d'ici 2015. Même dans ce cas favorable, des millions d'êtres humains souffriront encore de la faim. Fait injuste et révoltant, mais immoral aussi, car de la nourriture, il y en aurait assez.

En effet, la première affirmation sur laquelle s'ouvre le site internet du Programme Alimentaire Mondial (PAM) est claire : « il y a suffisamment de nourriture dans le monde aujourd'hui pour que tout le monde puisse s'alimenter décemment et mener une vie saine et productive » (PAM, FAQ 1.). C'est donc possible ! Possible d'éradiquer totalement la faim dans le monde. En septembre 2010, lors du sommet de l'ONU sur les Objectifs du Millénaire pour le développement, les chefs d'Etat et de gouvernement ont réaffirmé solennellement leur volonté de tenir leur promesse. Il serait donc possible de dissiper les

craintes apocalyptiques du surpeuplement. A condition de trouver les bonnes réponses aux défis physiques, écologiques, économiques et politiques que renferme la gageure.

1. Le défi de la quantité : il y a assez de nourriture

Le premier défi est purement matériel : est-il possible de nourrir 7, 8 ou 10 milliards d'humains ? La réponse est simple et claire : oui.

Le style direct de la réponse peut surprendre. Il s'explique par les progrès des techniques culturales, la sélection génétique et les réformes institutionnelles qui ont accompagné le développement de l'agriculture, en dépit des freins du protectionnisme et de l'interventionnisme. Et le potentiel est loin d'être exploité.

Le phénomène de l'augmentation de la productivité a marqué et marquera encore toutes les agricultures de la planète. Pour ne prendre qu'un exemple : en octobre 2011, le gouvernement ukrainien a corrigé vers le haut les prévisions de récolte céréalière : 55 millions de tonnes pour 2011, alors qu'en 2005, la production était encore de 37 millions de tonnes. C'est une croissance de 3kg pour chacun des 7 milliards d'individus de la planète !

Selon le rapport sur le « Marché des céréales » du Conseil international des céréales (24 novembre 2011), la production céréalière mondiale (blé, céréales secondaires et riz) est estimée, pour 2011/2012, à plus de 2,3 milliards de tonnes ou plus de 300kg par habitant, la moitié, à peu près, étant destinée à la consommation humaine. Et cela en dépit des énormes différences des rendements, qui peuvent varier entre 1000kg et plus de 7000kg à l'hectare. Certes, les conditions de production ne sont pas les mêmes partout. Mais il ne fait pas de doute que d'énormes potentiels sommeillent encore pour une mise à niveau des rendements. A quoi s'ajoute le fait que, surtout dans les pays en développement, une grande partie de la production agricole est perdue faute de transports suffisants ou de conservation adéquate.

Parlons aussi des ressources, en priorité des terres agricoles. En raison de l'urbanisation et de la croissance, la surface des terres agricoles a tendance à diminuer. Souvent, le sol est utilisé à mauvais escient et se fatigue. Il faut en prendre soin. Plus que cela, beaucoup est à tirer d'une meilleure allocation de l'énorme ressource que représentent les 48 millions de km² de terres agricoles, 38% des terres émergées du globe (FAO), dont un tiers seulement représente les terres arables utilisées. Ces chiffres sont impressionnants. Selon la Banque mondiale, entre 2002 et 2009, les terres affectées à la production de céréales ont augmenté de 50 millions d'hectares, passant de 650 à 700 millions d'hectares.

Le potentiel est donc immense et la réponse à la question de la quantité ne fait pas de doute. Jamais la sécurité alimentaire de l'humanité n'a atteint – même pour des populations beaucoup plus petites – le niveau d'aujourd'hui. Selon l'OMS, la consommation calorifique moyenne tend vers 3000 kcal par personne et par jour en 2015 et n'a cessé d'augmenter partout dans le monde. Cette image positive ne doit pas cacher les énormes différences entre les régions. Si donc, à l'heure actuelle, 850 millions d'humains souffrent de faim et de malnutrition, ce n'est pas en raison d'une inéquation matérielle. Il serait chose aisée pour les 6 milliards d'humains qui mangent à leur faim de hisser les autres à leur niveau.

2. Le défi de la durabilité : en l'état, la sécurité alimentaire n'est pas durable

La réponse affirmative au défi de la quantité est-elle durable ? La réponse est tout aussi claire : non.

S'il est possible de nourrir 7 ou 10 milliards de personnes en ce moment précis de l'histoire, en raison des technologies de production et des habitudes de consommation actuelles, ceci ne sera pas possible demain. Les phénomènes liés au réchauffement climatique le signalent de façon de plus en plus visible, jour après jour. Eradiquer la faim, tenir

l'engagement pris avec les OMD sont étroitement liés à la question de la durabilité.

L'histoire nous montre que des civilisations ayant atteint un degré avancé de sophistication se sont effondrées en raison d'un recours exorbitant aux ressources naturelles. Pour nourrir de manière durable 10 milliards d'humains, des réformes profondes de la technologie, des habitudes de consommation, des conditions économiques et sociales sont nécessaires.

La notion d' « économie verte » (« green economy ») résume bien l'idée centrale. Il faut découpler le développement économique de la consommation excessive des ressources naturelles et des énergies non renouvelables, il faut inventer de nouvelles technologies vertes, plus respectueuses de l'environnement. Il faut, pour cela, mettre fin au subventionnement des pratiques non durables. Il faut des instruments de type « marché », telles que taxes environnementales, permis de polluer ou subsides incitant à la réduction de la pollution. Il faut de la recherche, des standards et des régulations intelligents.

Il y a d'abord la question de la durabilité écologique de l'agriculture elle-même et de ses méthodes de travail. C'est la question du réchauffement climatique, mais aussi de l'eau, de la dégradation des terres, de la perte de biodiversité ou de diversité génétique. Selon le Programme Alimentaire Mondial (PAM), après les pays victimes de régimes délétères, ce sont les régions touchées par des cataclysmes naturels – ouragans, tempêtes, inondations, sécheresses, etc. – Pakistan, Cambodge, Honduras, Philippines, Niger qui sont parmi les régions prioritaires pour son intervention.

La « soutenabilité » de l'agriculture ne se limite pas à la santé environnementale. Elle implique aussi la rentabilité économique et l'équité sociale. On oublie souvent le revenu et l'existence décente qu'on doit aux agriculteurs. Pour y parvenir, des restructurations seront nécessaires. Pour nourrir 10 milliards d'humains, c'est paradoxal, il ne faudra pas plus, mais moins de paysans. Dans les pays en

développement, une main-d'œuvre excédentaire nombreuse se dégagera pour se diriger vers les villes. Le défi économique et social sera de leur procurer des emplois.

Il y a encore l'arbitrage entre les utilisations concurrentes des ressources. La production d'éthanol heurte les esprits. On priverait ainsi les populations de leur nourriture. C'est en soi un faux débat, car ce n'est pas l'arbitrage entre les usages des ressources agricoles – alimentaire, énergétique, construction, etc. – mais le subventionnement de certains d'entre eux, comme de l'éthanol, qui est en cause. En laissant faire le marché, ce sont les prix, pour autant qu'ils expriment la réalité de tous les coûts, qui orientent les ressources vers les usages les plus efficaces.

Comment donc parvenir à ce que la planète ne dépasse sa « carrying capacity », c'est-à-dire la force de préserver les ressources requises pour assurer la vie et le bien-être des générations non seulement d'aujourd'hui, mais aussi de demain ? Comment prévenir l'effondrement ?

Il n'y a pas quatre chemins. La durabilité des comportements exige la vérité des coûts. Il faut que chaque producteur et chaque consommateur supporte entièrement les charges que représentent ses actes pour l'environnement et la société. Dans le jargon des techniciens, on appelle cela l'internalisation des externalités ou le principe de causalité. Si l'on y parvient, les énergies non durables seront automatiquement éliminées au profit de celles renouvelables, sans besoin de subventionner ces dernières.

C'est un exercice difficile, non seulement de politique domestique, mais aussi de politique internationale. Car cette stratégie du « pollueur payant » ne fait de sens que si tout le monde l'applique. C'est l'idée derrière Kyoto et les efforts déployés à Bali, Copenhague, Cancun, Durban ou Rio. C'est une question de gouvernance globale. Pour rendre la victoire sur la pauvreté durable, il faut faire supporter, à tous, les coûts réels de leur comportement. A l'échelle planétaire.

3. Le défi économique du marché : le prix, signal décisif

Pour garantir la durabilité de la sécurité alimentaire, il est urgent de rappeler quelques principes économiques élémentaires aussi simples que la loi de l'offre et de la demande. Si l'on veut inciter les agriculteurs à produire plus de nourriture, il faut leur donner plus d'argent. C'est aussi simple que cela. Les récentes hausses des prix ont démontré la rapidité et l'ampleur de la capacité de la production agricole mondiale à réagir aux signaux de prix.

Bien sûr, le renchérissement de la nourriture est un problème pour les plus faibles. Ce serait toutefois une erreur de vouloir baisser artificiellement les prix, ce qui pèserait à nouveau sur les quantités. Il faut des programmes sociaux ciblés, donc, subventionner les pauvres et non les riches.

Selon les avis les plus alarmistes (Oxfam), l'un des problèmes principaux du moment serait la flambée des prix alimentaires et la spéculation, pouvant entraîner d'ici 2030 un doublement des prix agricoles. Les perdants en seraient les populations vulnérables des pays en développement et les gagnants les grandes entreprises de négoce en produits alimentaires.

La FAO, dans son rapport 2011 sur « L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde », met l'accent sur les effets de la « volatilité des cours internationaux » et le « choc des prix de 2006-2008 ». Elle souligne justement le côté exorbitant de la hausse des prix pour les plus faibles, consommateurs et petits producteurs. Mais elle admet aussi les avantages de cette évolution, qui « ouvre la voie à l'investissement durable dans l'agriculture ». Il faut saluer le courage du « message clé », qui évite le piège de l'interventionnisme et du protectionnisme : « Pour garantir la sécurité alimentaire, une stratégie misant à la fois sur l'amélioration de la productivité agricole, une plus grande prévisibilité des politiques et l'ouverture généralisée à la concurrence commerciale sera plus efficace que toute autre stratégie ».

Le Président de la Banque mondiale, Robert Zoellick reprend la même antienne dans son papier « Free markets can still

feed the world » (5 janvier 2011) : « The answer to food price volatility is not to block markets, but to use them better », prenant ainsi position contre la tentation de taxer ou de limiter les exportations dans les pays producteurs ou de fixer les prix.

Fréquemment, ce sont les spéculateurs, en qui l'on pense avoir trouvé les boucs émissaires. Il importe, que l'économiste rappelle que c'est d'abord une question de l'offre et de la demande. Aucun spéculateur n'a intérêt à accumuler, réellement ou virtuellement, des matières excédentaires dont personne ne veut. A la base, c'est bien le principe exprimé par le rédacteur en chef d'un important quotidien romand, Pierre Veya, qui fait foi : « In fine, ce sont bien les quantités produites qui déterminent les prix finaux et non les spéculateurs » (Le Temps, 25 novembre 2011).

La première réaction face à la hausse des prix alimentaires doit donc être un « tant mieux », car c'est une chance pour enfin rétribuer correctement les producteurs. Les prévisions selon lesquelles les prix alimentaires resteront à un niveau élevé ne sont pas seulement pertinentes, elles expriment aussi une nécessité. Si cela ne fonctionne pas pour les plus faibles, il faut agir sur les marchés pour que les hausses de revenus soient transmises jusqu'à la base. Mais cela ne dispense pas des programmes sociaux pour les plus faibles. Ce qui est d'ailleurs toujours meilleur marché que de subventionner les riches.

4. Le défi politique de la gouvernance globale : il faut dégager l'intérêt supérieur et commun des nations

Comment, dans un monde d'Etats souverains, une action coordonnée pourra-t-elle se dégager au nom d'un intérêt commun supérieur ? A cet effet, le 21^{ème} siècle devra mettre en place une nouvelle gouvernance mondiale. Dans l'immédiat, il faut apporter des réponses au réchauffement climatique, qui concerne la durabilité, ou à la libéralisation du commerce mondial des produits agricoles (Doha Round), qui concerne l'éradication de la pauvreté.

Lorsqu'on se réfère à la liste des urgences établie par le PAM en fonction des pays et des régions, on trouve en tête les noms de la Somalie et de la Corne d'Afrique, de la Libye, de la Côte d'Ivoire ou de l'Afghanistan. Le problème alimentaire n'est donc pas d'abord une question de la quantité produite, ni de durabilité ou de prix. La corrélation entre la faim va croissant avec l'indigence, voire la perversité des régimes en place. Le problème de la faim est une question de gouvernance. Même l'aide internationale, qui le plus souvent serait disponible, se heurte au problème de l'acheminement, pour des raisons de désordre, de corruption, de guerre.

Dans un monde où, dans les organisations internationales, la défense des intérêts nationaux est la seule priorité des Etats parties, aucun progrès définitif n'est imaginable. Pour la gouvernance du 21^{ème} siècle, il est important que les Etats parviennent à dégager, à côté de celui de leur intérêt national, qui est légitime, l'intérêt commun, qui touche toute la planète.

C'est vrai en matière de paix et de sécurité et de gouvernance politique. L'impasse des réformes du Conseil de sécurité le prouve, bien que l'humanité dans son ensemble trouverait un gain net dans un monde de paix et d'harmonie entre les peuples.

A l'économiste, qui depuis plus de deux siècles connaît l'avantage net collectif que procure le libre-échange, la réalisation d'un tel objectif au moins au niveau économique pourrait paraître plus facile. Pourtant, le monde aujourd'hui est encore trop dominé par le protectionnisme et le cloisonnement.

Il est donc important d'aborder la question non pas de manière idéologique, culpabilisante, voire revancharde, mais de façon positive et réaliste. Il est possible de nourrir dix milliards d'humains – de vaincre la pauvreté totalement – à condition de répondre positivement aux défis de la durabilité, des marchés et de la gouvernance.

La question en soi est simple : l'humanité sera-t-elle capable, à tous les niveaux, d'adopter des comportements qui l'écartent de l'autodestruction et la maintiennent sur le chemin de l'harmonie, du bien-être et de la pérennité ? Le chemin à prendre n'est pas celui de l'affrontement, mais celui de la rationalité économique, de la coopération responsable et de la solidarité entre les individus et les peuples.